

Selon l'UNESCO, la crise financière menace de faire reculer l'éducation dans le monde

mardi 19 janvier 2010

Sommaire de cet article

- [UNESCO : La crise financière menace de faire reculer l'éducation dans le monde](#)
- [Selon l'UNESCO, les objectifs en matière d'éducation primaire universelle sont menacés par la \(...\)](#)
- [La crise économique mondiale menace les progrès en matière d'éducation en Afrique](#)

UNESCO : La crise financière menace de faire reculer l'éducation dans le monde

Communiqué de l'UNESCO, 19 janvier 2010

Suite à la crise financière mondiale, des millions d'enfants vivant dans les pays les plus pauvres de la planète risquent d'être privés d'accès à l'éducation, met en garde le **Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2010**. Alors que 72 millions d'enfants dans le monde ne sont toujours pas scolarisés, l'effet conjugué du ralentissement de la croissance économique, de l'augmentation de la pauvreté et de la pression accrue sur les budgets pourraient venir entamer les progrès réalisés au cours des dix dernières années.

« Alors que les pays riches s'emploient à redresser leur économie, de nombreux pays pauvres risquent de voir se dégrader très prochainement leur situation en matière d'éducation. Nous ne pouvons nous permettre qu'une génération d'enfants soit sacrifiée et privée de ses chances d'accéder à l'éducation et de sortir de la pauvreté », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova.

Le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous, réalisé chaque année par une équipe indépendante et publié par l'UNESCO, évalue la progression au niveau mondial des six objectifs de l'Éducation pour tous sur lesquels 160 pays se sont engagés en 2000.

Intitulé « **Atteindre les marginalisés** », le Rapport 2010 note des avancées spectaculaires en matière d'éducation au cours des dix dernières années. Malgré ces progrès, la communauté internationale n'atteindra certainement pas l'objectif d'enseignement primaire universel d'ici 2015. Le rapport souligne l'incapacité des gouvernements à remédier aux inégalités nationales extrêmes et des donateurs à mobiliser des ressources suffisantes. Les auteurs estiment à 16 milliards de dollars le déficit de financement annuel à combler pour atteindre les objectifs clé en matière d'éducation, soit une hausse significative par rapport aux estimations passées.

Des objectifs hors d'atteinte

Les progrès réalisés au cours de la décennie démentent l'idée reçue selon laquelle les pays pauvres seraient incapables de progresser rapidement en matière d'éducation. Le rapport « Atteindre les marginalisés » souligne toutefois que de nombreux pays risquent de ne pas atteindre les objectifs fixés en 2000 car les gouvernements ont été dans l'incapacité de remédier aux inégalités et les donateurs de tenir leurs engagements.

Environ 72 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire (auxquels il faut ajouter 71 millions d'adolescents) ne sont pas scolarisés. Si les tendances actuelles se confirment, 56 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne seront toujours pas scolarisés en 2015. Les disparités entre les sexes restent profondément ancrées : parmi les pays en développement, 28 présentent un rapport de dix garçons scolarisés en primaire pour neuf filles ou moins. Peu de progrès ont été réalisés pour atteindre

l'objectif consistant à réduire de moitié le nombre d'adultes analphabètes, un phénomène qui touche aujourd'hui 759 millions d'adultes dont deux tiers de femmes.

Echec collectif de l'aide

On assiste à un échec collectif de la communauté des donateurs qui n'a pas respecté l'engagement pris en 2000, selon lequel « aucun pays qui [avait] pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation pour tous ne [verrait] ses efforts contrariés par le manque de ressources ».

Le rapport estime que les pays à faibles revenus pourraient dégager 7 milliards de dollars supplémentaires par an, soit 0,7 % de leur PIB, en accroissant les ressources nationales et en affectant un plus grand pourcentage de leur budget à l'éducation. Mais, en dépit de ces efforts, le Rapport mondial de suivi estime encore à 16 milliards de dollars annuels le **déficit à combler** pour que 46 pays à faibles revenus atteignent l'Éducation pour tous. Les auteurs du rapport en appellent au Secrétaire général des Nations Unies pour convoquer une conférence de donateurs de haut niveau en 2010 afin de combler ce déficit de financement.

Les pays riches et les institutions financières internationales gonflent le montant de l'aide consentie aux pays pauvres. « Les pays riches ont mobilisé des sommes colossales pour stabiliser leur système financier et protéger leurs infrastructures économiques et sociales les plus importantes, mais ils ont fourni une aide dérisoire aux pays pauvres », estime Kevin Watkins, Directeur du Rapport mondial de suivi.

L'Initiative de mise en oeuvre accélérée, pièce maîtresse de l'aide multilatérale pour l'éducation, doit être réformée en profondeur. Les sommes débloquées sont très faibles, les pays en développement pèsent peu dans la gouvernance, le rôle du secteur privé est réduit et les pays en proie à des conflits ne sont pas assistés de manière efficace.

Combattre la pauvreté d'éducation pour progresser

Les inégalités extrêmes et persistantes liées à la pauvreté, au sexe, à l'ethnicité et à la langue ralentissent la progression en matière d'éducation. Le rapport utilise un nouvel outil de mesure (ensemble de données sur la marginalisation et les manques dans l'éducation) pour étudier l'étendue des désavantages à l'aide d'un seuil de « **pauvreté d'éducation** », fixé à quatre années de scolarisation.

Le rapport identifie des mesures qui parviennent à contrebalancer les inégalités persistantes dans l'éducation. Il préconise notamment de *rendre la scolarisation plus accessible et abordable financièrement* en réduisant les frais de scolarité et les dépenses informelles et en offrant des incitations financières ciblées ; de *renforcer l'environnement d'apprentissage* grâce à des enseignants hautement qualifiés et un élargissement de l'enseignement interculturel bilingue ; de *augmenter les droits et les opportunités* en intégrant les stratégies d'éducation à des politiques de lutte contre la marginalisation plus larges (protection sociale, droits légaux renforcés et distribution plus équitable des dépenses publiques).

- Télécharger le [Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2010](#), version complète (en anglais seulement, 525 pages, 12 Mo).

Actualités précédentes sur le même thème

Selon l'UNESCO, les objectifs en matière d'éducation primaire universelle sont menacés par la baisse des aides

Communiqué de l'UNESCO, 23 avril 2009

Une forte baisse des aides en matière d'éducation de base dans les pays en développement risque de remettre en cause les progrès réalisés pour atteindre l'objectif de l'école primaire universelle, estime l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans un rapport publié jeudi.

Selon les derniers chiffres de la Commission de l'assistance au développement de l'Organisation pour la coopération économique et le développement (OCDE) concernant 2007, le total des promesses d'assistance en matière d'éducation de base sont passées de 5,5 milliards de dollars en 2006 à 4,3 milliards en 2007, soit une baisse de près de 22%.

Le rapport de l'UNESCO prévient que le monde risque de ne pas atteindre les objectifs fixés par la communauté internationale à Dakar en 2000. Il y a actuellement 75 millions d'enfants qui ne sont pas scolarisés et plusieurs millions d'autres abandonnent l'école avant d'avoir achevé l'école primaire. Les prévisions indiquent que l'objectif d'une éducation primaire universelle d'ici à 2015 ne sera pas atteint, avec au moins 30 millions d'enfants pas scolarisés.

« L'aide à l'éducation de base a joué un rôle crucial pour permettre à des millions d'enfants d'aller à école, pour former des enseignants, construire des salles de classe », a déclaré le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura. « La baisse de l'assistance menace ces résultats et les progrès futurs vers l'éducation pour tous », a-t-il ajouté.

La crise économique mondiale menace les progrès en matière d'éducation en Afrique

Communiqué de l'ONU, 7 janvier 2009

Les progrès sans précédents réalisés ces dernières années dans 22 pays de l'Afrique subsaharienne en matière d'éducation de base sont menacés par la crise économique mondiale, met en garde cette semaine la Banque mondiale.

Le rapport annuel 2008 du programme d'éducation pour tous (Education for All Initiative Fast Track Initiative, EFA FTI), intitulé « En route vers 2015 : atteindre les objectifs fixés en matière d'éducation », fait état de progrès considérables dans l'éducation de base en Afrique, indique la Banque mondiale dans un communiqué.

Le rapport précise qu'entre 2000 et 2006, 52% d'enfants supplémentaires (soit 15,2 millions) ont été inscrits à l'école primaire dans les 36 pays soutenus par le programme d'éducation pour tous, contre 23% dans les pays n'en ayant pas bénéficié. Vingt-deux des pays visés par cette initiative se trouvent en Afrique subsaharienne.

Dans la grande majorité des 36 pays soutenus par l'initiative, la quasi totalité des enfants devraient être inscrits en CP d'ici 2010, une étape essentielle dans la réalisation de l'objectif d'éducation primaire universelle d'ici 2015.

Près de la moitié des enfants récemment inscrits (48%) sont des filles. 60% des pays bénéficiant de l'initiative présentent le même pourcentage de garçons et de filles inscrits à l'école primaire ou devraient atteindre cet objectif dans les prochaines années. Si les progrès se poursuivent au même rythme, 27 de ces pays atteindront un taux d'achèvement des études primaires (c'est-à-dire le pourcentage d'enfants qui suivent la dernière année d'école primaire par rapport au nombre total d'enfants situés dans la tranche

d'âge concernée) d'au moins 80% d'ici 2015.

Mais les progrès accomplis risquent d'être réduits à néant en raison des crises alimentaire et économique mondiales, qui font basculer des millions de personnes dans la pauvreté, celles-ci faisant alors le choix douloureux de ne pas inscrire leurs enfants à l'école, selon la Banque mondiale.

L'initiative d'éducation pour tous, créée en 2002, est un partenariat international entre des pays en développement, des pays donateurs, la Banque mondiale, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) visant à accélérer le soutien aux pays à faible revenu afin que ceux-ci puissent atteindre l'objectif de développement pour le Millénaire en matière d'éducation (l'éducation primaire universelle) d'ici 2015.

« Les premiers résultats montrent que le partenariat a aidé efficacement les pays à atteindre des objectifs ambitieux en matière d'éducation. Dans de nombreux pays, l'étape suivante consiste à améliorer la qualité de l'apprentissage », souligne le rapport.